Le chemin conduisant à la paix

Partage international nº 32 – Avril 1991

Les forces de la coalition ayant désormais gagné la guerre contre l'Irak, il est plus que jamais indispensable de gagner la paix au Moyen-Orient. Les canons se sont tu, mais cela ne constitue évidemment pas une garantie de paix. Le Moyen-Orient reste, peut-être plus que jamais auparavant, une poudrière qui constituera une menace tant qu'une solution permanente n'aura pas été apportée à certains problèmes cruciaux.

La Palestine représente un problème prioritaire. C'est une illusion de supposer que la paix pourra être instaurée de façon durable dans le monde arabe tant que les Palestiniens n'auront pas ce à quoi chaque peuple à droit, c'est-à-dire sa propre patrie, son propre territoire. C'est également une illusion de s'attendre à ce qu'Israël coopère de bon gré tant que ce pays, dont les frontières ne sont toujours pas reconnues par ses voisins arabes, ne se sentira pas en sécurité.

Contrairement à l'Irak, qui a été contraint de déposer les armes et d'accepter les résolutions des Nations Unies, Israël a pu impunément ignorer les résolutions de l'ONU jusqu'à aujourd'hui. Si l'ONU désire éviter de donner l'impression de n'être que l'instrument de certains pays possédant un pouvoir économique ou militaire, alors il sera nécessaire de mettre également la nation israélienne sous pression politique (et non militaire) afin de rester fidèle à la volonté internationale.

A première vue, Israël peut sembler avoir moins de raisons qu'auparavant de faire preuve de souplesse. Tout d'abord, l'influence des Etats-Unis (grand allié d'Israël) est plus grande que jamais. De plus, grâce à sa discipline de non engagement face aux attaques des Scud irakiens, Israël s'est attiré la sympathie du camp allié. Enfin, l'Irak a été écrasé en tant que force militaire tandis que l'Iran prend une direction politique nettement pragmatique.

Mais le plus beau cadeau que la guerre ait amené à Israël semble être la crise au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine : en choisissant de soutenir Saddam Hussein, l'OLP a coupé la branche sur laquelle elle était assise. Par conséquent, les dirigeants de l'OLP se retrouvent isolés — isolement dont ils commençaient juste à sortir.

Ce serait cependant une grave erreur de jugement que de placer la question palestinienne en fin de liste sur l'agenda politique. Alors que les relations au Moyen-Orient se sont modifiées, le désir d'une vaste majorité d'Arabes de voir les Palestiniens avoir leur propre territoire n'a absolument pas changé. Au contraire, les demandes dans ce sens provenant des leaders d'Egypte, de Syrie et du Maroc ne pourront que se faire plus pressantes. Ils ont choisi, parfois en contradiction avec une partie de l'opinion publique de leurs pays respectifs, de s'aligner sur les forces de la coalition dans la guerre contre l'Irak. Ils auront maintenant à cœur de préciser qu'en agissant ainsi, ils n'étaient pas pour autant pro-israéliens.

L'affaiblissement de la position de l'OLP ne sera de ce fait que temporaire, et il ne faudrait pas permettre à Israël de retarder la recherche d'une solution : cette nation devra s'asseoir avec l'OLP à la table des négociations. Toutefois, Israël avalera peut-être plus facilement cette potion amère maintenant que l'ONU s'est révélée prête et décidée à faire appliquer les accords internationaux. Ceci n'aura certainement pas échappé à l'attention des pays arabes, ni à l'OLP. Espérons que cela se traduira des deux côtés par la conviction que la communauté internationale garantira des frontières sûres aussi bien pour la Palestine que pour Israël.

Si tel devait être le cas, on pourrait alors affirmer que la guerre du Golfe aura aidé à résoudre un conflit qui, dans le cas contraire, aurait continué à menacer la paix mondiale (même si la solution, s'avère très différente de celle envisagée par Saddam Hussein). Cette guerre, bien que de courte durée, à entraîné d'épouvantables souffrances humaines, et le fait que les Irakiens en aient été les principales victimes n'enlève rien à l'horreur de ce conflit. Les dommages matériels et structurels causés à la région sont effrayants et les conséquences sur l'environnement sont encore impossibles à évaluer. Toutefois, il se peut qu'en payant un prix aussi exorbitant, la paix au Moyen-Orient pourra être assurée.

Il est une autre leçon que le monde pourrait tirer de l'ascension et de la chute de Saddam Hussein. Il a de tous temps été évident que le fait de soutenir et

d'armer des dictateurs pouvait, temporairement, apporter certains avantages politiques et financiers, mais qu'en fin de compte ce n'était jamais payant. Si Saddam Hussein a été l'Adolf Hitler que beaucoup ont vu en lui, il a été aidé dans son entreprise par ceux-là mêmes qui se sont récemment dressés contre lui.

Il est bien compréhensible que de toutes parts surgissent des appels demandant que toute vente d'armes à l'Irak soit interrompue — même si ces appels arrivent trop tard. Cependant, une telle attitude serait totalement hypocrite si l'on permettait aux fabricants d'armes d'équiper d'autres dictateurs, potentiellement tout aussi dangereux, comme si rien n'était arrivé. L'ONU dispose maintenant d'une excellente occasion de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ce hideux commerce. Il est vrai que de telles mesures ne seront pas accueillies avec enthousiasme par certains pays, tant pour des raisons économiques et politiques que pour une question de principe. D'un point de vue économique, le commerce des armes est très lucratif et il fournit des emplois. Politiquement parlant, des dictateurs de pays amis (comme Saddam Hussein avant qu'il n'envahisse le Koweït) peuvent être solidement maintenus en place, servant de pions sur un échiquier régional. Quant aux principes, le fait d'interdire le commerce des armes irait à l'encontre de la liberté d'entreprise, et l'Occident capitaliste répugne à faire ce genre de concessions.

Quoi qu'il en soit, le monde devra adopter de nouvelles normes. Dans le cas contraire, de nouveaux Saddam Hussein ne manqueraient pas de surgir. Si l'ONU ne joue pas un rôle actif dans la mise au point de ces nouveaux critères, alors les arguments qui on été avancés pour justifier l'utilisation de la force militaire contre l'Irak n'auront été que rhétorique vide et opportuniste.

Toutefois, si l'on veut faire du Moyen-Orient une région stable, le règlement de la question palestinienne et l'interruption des livraisons d'armes ne suffiront pas. L'agitation qui règne dans la région y est aussi endémique, liée à des déséquilibres économiques graves et à la pauvreté qui y sévit. Dans certains pays producteurs de pétrole, le pouvoir (dictatorial) se trouve entre les mains de familles fabuleusement riches, alors que les masses arabes vivent dans la misère. Leur manque d'éducation et l'analphabétisme qui en résulte en font des proies faciles pour les fanatiques religieux ou les aventuriers politiques. Il ne suffira donc pas de rétablir la situation telle qu'elle était avant la guerre du Golfe. Sans une démocratisation et un partage plus équitable des revenus, le Moyen-Orient restera une région plus explosive que jamais, et donc un danger pour elle-même et pour le reste du monde.

Ce qui s'applique au Moyen-Orient s'applique également ailleurs : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique Latine (ainsi que l'Europe et les Etats-Unis) pourraient tous tirer profit de pratiques politiques et économiques différentes, dans lesquelles ni l'argent ni les armes ne serviraient d'arbitre entre le vrai et le faux. Ce n'est qu'en prenant cette nouvelle orientation que le monde entier pourra éviter des catastrophes comme cette guerre du Golfe.

Moyen-Orient
Thématiques : politique
Rubrique : Editorial